



Guide d'orientation

UNE PLANÈTE, ZÉRO FAIM: PROMOUVOIR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ÉQUITABLES, DURABLES ET RÉSILIENTS

Table des matières

Résumé	3
Introduction.....	3
Enjeux des systèmes alimentaires.....	4
Les défis que posent les systèmes alimentaires : d'une perspective mondiale à une perspective locale	4
Des systèmes alimentaires actuels qui renforcent les inégalités.....	5
Le système alimentaire mondial actuel sape la base des ressources sur laquelle il est construit.	5
Des systèmes alimentaires vulnérables aux chocs externes	6
Des mécanismes cloisonnés de gouvernance alimentaire avec une participation, une transparence et une redevabilité limitées	7
Une transformation nécessaire : vers des systèmes alimentaires équitables et inclusifs, durables et résilients	7
Qui doit agir?	11
Revendications de Welthungerhilfe relatives aux systèmes alimentaires.....	11
Promouvoir des systèmes alimentaires qui donnent la priorité aux personnes vulnérables	11
Soutenir les systèmes alimentaires qui régénèrent les ressources naturelles essentielles	12
Renforcer la résilience de nos systèmes alimentaires.....	12
Placer les droits humains, la justice et l'État de droit au centre de la gouvernance des systèmes alimentaires.....	13
Et ensuite?	13
Bibliographie.....	14
Mentions légales	15

Résumé

Le monde produit plus de nourriture que jamais. Et pourtant, le système alimentaire mondial actuel ne parvient pas à fournir des aliments sains, durables et abordables pour tou-te-s. Il contribue à l'insécurité alimentaire, à l'obésité et aux maladies qui en découlent, aux problèmes environnementaux, et viole le droit à une alimentation et à une nutrition adéquates. La vision de Welthungerhilfe est celle d'un monde dans lequel tous les individus ont la possibilité et le droit de mener une vie autodéterminée dans la dignité et la justice, à l'abri de la faim et de la pauvreté. Pour y parvenir, les gouvernements doivent transformer les systèmes alimentaires actuels dans l'intérêt public, de sorte qu'ils fassent le lien entre le bien-être des populations et le bien-être de notre planète. Cette transition doit être axée sur l'accomplissement du droit humain à une alimentation adéquate et sur la certitude que la santé humaine et la santé de la planète sont interdépendantes.

Introduction

Avec moins de dix ans devant lui, le monde n'est toujours pas en voie d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Les progrès vers l'ODD 2 (Faim Zéro) ont connu un déclin certain au cours des dernières années. À l'heure actuelle, on considère que trois milliards de personnes n'ont pas les moyens d'accéder à une alimentation saine. La pandémie de COVID-19 a révélé les profondes inégalités et les failles caractéristiques de nos systèmes alimentaires actuels, et l'interdépendance entre les différents sous-systèmes (alimentaire, de santé, environnemental) et l'économie politique. La stratégie internationale de Welthungerhilfe est axée sur les systèmes alimentaires: l'organisation s'engage à apporter sa contribution à des systèmes alimentaires qui offrent à tou-te-s un régime alimentaire sain et durable, tout en atténuant les répercussions sur l'environnement.

Ce guide d'orientation définit ce que Welthungerhilfe entend par systèmes alimentaires équitables, durables et résilients. Il présente brièvement les défis qui s'y rapportent et fait la synthèse des revendications politiques, ainsi que des options concrètes en matière d'aide au développement. Le guide s'appuie sur notre vaste expérience dans les domaines de l'agriculture et de l'environnement, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), du développement économique, de l'aide humanitaire, du changement climatique et de la société civile comme du plaidoyer. Il repose sur l'approche basée sur les droits et sur les principes de participation et de renforcement des capacités, d'équité, de non-discrimination et de redevabilité qui guident l'ensemble de notre travail.

Les questions clés abordées dans le présent document ont été élaborées sur la base de consultations à l'échelle de l'organisation et de conseils d'experts externes. Ce guide a trois objectifs:

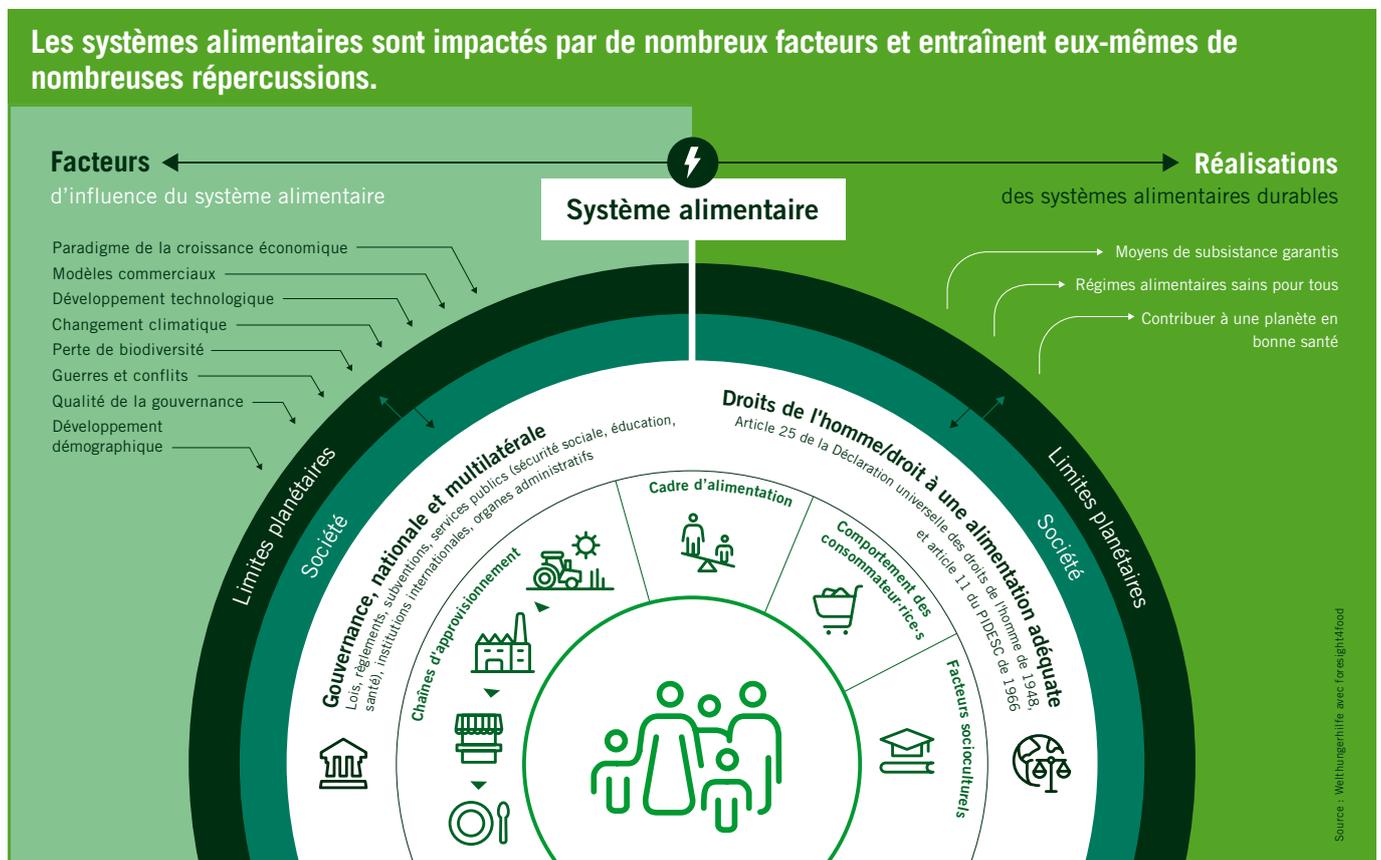
1. Il fournit des conseils au personnel et aux partenaires de Welthungerhilfe quant à leur travail de programme et de plaidoyer en vue de contribuer à la transformation des systèmes alimentaires.
2. En externe, il s'efforce de communiquer la position et l'orientation stratégique de Welthungerhilfe aux décideurs-euses politiques, aux partenaires du développement et au public intéressé en Allemagne et hors d'Allemagne.
3. Il formule des revendications à l'égard des décideurs-euses politiques et des acteurs du développement sur les actions qui doivent être prises sur les plans local, national et mondial, en vue d'accomplir la transformation vers des systèmes alimentaires équitables et inclusifs, durables et résilients.

Enjeux des systèmes alimentaires

Par systèmes alimentaires, on entend les différentes activités, les personnes et les lieux qui se rapportent à **la production, à la transformation, à la distribution, à la préparation et à la consommation des denrées alimentaires**, mais on inclut aussi les répercussions de ces activités, notamment **en termes socio-économiques et environnementaux**. Des systèmes alimentaires durables **garantissent une sécurité alimentaire et nutritionnelle sur le long terme** sans pour autant **compromettre les bases économiques, sociales ni environnementales** de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des générations futures.

Le terme de « système alimentaire » connaît trois acceptions générales :

- **Le** système alimentaire fait référence au système d'interdépendance entre les choses et les personnes impliquées dans le cycle de production des denrées alimentaires (« du champ à l'assiette »).
- **Un** système alimentaire fait référence à un système alimentaire dans un lieu ou un contexte spécifique.
- Les **systèmes** alimentaires : la somme des différents types de systèmes alimentaires dans différents lieux et contextes. Cette idée de systèmes alimentaires multiples permet de constater l'énorme diversité de systèmes alimentaires qui existent à différentes échelles et avec des caractéristiques différentes. Elle intègre, par exemple, des systèmes industriels à l'échelle mondiale, mais aussi des systèmes alternatifs à l'échelle locale.



Les défis que posent les systèmes alimentaires : d'une perspective mondiale à une perspective locale

Pour analyser et tenter de trouver des solutions aux défis divers, mais interdépendants, il est utile d'identifier les différents facteurs qui forment les systèmes alimentaires, aussi bien sur le plan international que sur le plan local. Parmi ces facteurs, on peut citer : i) le développement démographique, notamment la croissance démographique et l'urbanisation ; ii) les facteurs biophysiques et environnementaux, avec la disparition de la biodiversité, le changement climatique et la dégradation des sols ; iii) le développement technologique ; iv) les facteurs économiques, dont le paradigme de la croissance économique et les modèles commerciaux inéquitables ; v) les facteurs politiques tels que les moyens de participation politique, la mauvaise gouvernance, les guerres et les conflits ; et enfin, vi) les facteurs socioculturels regroupant l'éducation, la santé, les normes et les valeurs sociales.

Des systèmes alimentaires actuels qui renforcent les inégalités

Le monde est confronté à un triple fardeau de la malnutrition (sous-nutrition, carences en micronutriments, surpoids et obésité) qui n'a fait qu'augmenter ces dernières années. Les systèmes alimentaires actuels privilégient la production d'aliments de base riches en énergie (par le biais des subventions agricoles notamment) et limitent l'accès physique et financier aux aliments à forte valeur nutritive. Les inégalités croissantes, et notamment les inégalités socio-économiques et de genre, restreignent l'accès aux denrées nutritives, en particulier dans le Sud, où les petit-e-s exploitant-e-s¹ sont au cœur de la production alimentaire. Les petit-e-s exploitant-e-s manquent souvent de garanties en termes d'accès aux terres et au capital pour acquérir les semences, les engrais, les machines ou les systèmes d'irrigation. Trop souvent, les moyens de subsistance des groupes vulnérables sont menacés parce que les communautés perdent l'accès aux terres, par exemple, ou que les populations pauvres des zones rurales ou urbaines subissent les hausses de prix des denrées alimentaires. Les groupes souffrant d'insécurité alimentaire et les autres groupes marginalisés sont mal représentés au sein des organes de décision et de gouvernance alimentaire aux niveaux local, national et international. Les femmes assument des rôles multiples au sein des systèmes alimentaires. Et pourtant, elles subissent de nombreuses discriminations : accès restreint aux terres et aux autres ressources financières et productives, mauvaises conditions de travail, revenus moins importants et exclusion des organes de décision. C'est souvent en termes d'accès aux régimes alimentaires sains que les systèmes alimentaires sont inégalitaires : accès physique, financier et disponibilité des aliments sains et de qualité. De plus, la publicité fait généralement la promotion d'aliments qui sont mauvais pour la santé.

Le système alimentaire mondial actuel sape la base des ressources sur laquelle il est construit.

L'agriculture et la production alimentaire sont responsables d'environ 30 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. L'élevage (et surtout l'élevage industriel) en représente à lui seul entre 12 % et 19 %. La conversion d'écosystèmes naturels en terres cultivées et en pâturages ou les pratiques agricoles non durables participent à la perte de diversité des espèces (nombre d'espèces cultivées et d'animaux d'élevage), à la perte de la diversité génétique des espèces cultivées et animales et à l'épuisement des sols. Les systèmes aquatiques sont également touchés : 60 % des stocks mondiaux de poissons ont été totalement pêchés, plus de 30 % sont surexploités et la pollution chimique (dont l'utilisation abusive des engrais) provoque la mort de zones aquatiques entières. L'agriculture et la production alimentaire sont par ailleurs responsables de 70 % de l'utilisation de l'eau douce, et l'usage généralisé de pesticides a pesé lourdement sur la diversité des animaux et des plantes. La viande et les produits laitiers (en particulier dans les systèmes de production intensive) nécessitent plus de ressources et génèrent des émissions de méthane plus importantes que leurs alternatives à base végétale. En outre, les fruits et légumes non saisonniers produisent des émissions importantes lorsqu'ils sont cultivés dans des serres, conservés par congélation ou transportés par avion. Les systèmes agricoles de production intensive privilégient la production à grande échelle de denrées bon marché sans tenir compte des coûts sociaux et écologiques pour la santé humaine, les moyens d'existence et l'environnement, qui sont alors assumés par les contribuables, les générations futures ou les ménages les plus vulnérables. Un tiers des denrées alimentaires produites est perdu au cours de la production et du transport ou, plus tard, chez les détaillant-e-s et les consommateur-ric-e-s. Les facteurs principaux sont, notamment, le manque d'infrastructures et les mauvaises conditions de stockage et de transport.

La croissance démographique, l'urbanisation et les changements de régimes alimentaires renforcent la pression sur des ressources naturelles déjà rares et dégradées. Cette croissance démographique se produit surtout dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, en particulier en Afrique subsaharienne. Le peu d'intérêt des jeunes pour l'agriculture, l'exode rural, les changements dans les modes de consommation, la dépendance à l'égard des approvisionnements externes en denrées alimentaires (même par les producteurs ruraux), le changement général vers des modèles agricoles mondialisés et à forte intensité de capital, sont autant de défis pour l'avenir de la production alimentaire et des moyens d'existence ruraux.

1 Dans cet article, le terme de petit-e exploitant-e se rapporte à la définition de la FAO : « Les petits exploitants agricoles sont des petits agriculteurs, pasteurs, gardiens de forêts ou pêcheurs qui gèrent des zones variant de moins d'un hectare à 10 hectares. » FAO 2013, petits exploitants et fermes familiales | FAO.

Des systèmes alimentaires vulnérables aux chocs externes

Les systèmes alimentaires manquent souvent de mesures préventives pour réduire l'impact des chocs externes sur la sécurité alimentaire ou nutritionnelle et sur les moyens d'existence. Ces chocs peuvent être des conflits violents, des phénomènes météorologiques extrêmes comme les sécheresses ou les inondations (souvent exacerbées par le changement climatique), les fluctuations et les perturbations du marché, ou encore les pandémies. En outre, les perturbations du système alimentaire mondial peuvent avoir des répercussions sur les systèmes alimentaires nationaux et locaux. Les populations pauvres du Sud sont les plus durement touchées. Les petit·e·s agriculteur·rice·s comme les éleveur·euse·s sont tou·te·s très exposé·e·s à ces risques. Les régions dont la base agricole est déjà surexploitée et dégradée sont particulièrement vulnérables aux chocs externes. L'évolution des conditions environnementales et la concurrence pour certaines ressources clés comme les terres et l'eau jouent également un rôle important dans la violence et les conflits armés, et ainsi aggravent le cercle vicieux de la faim et de la pauvreté. De manière générale, les conséquences des conflits violents et du changement climatique s'additionnent et renforcent les risques et les vulnérabilités des communautés. Welthungerhilfe travaille tout particulièrement sur la vulnérabilité des systèmes alimentaires : i) aux conflits et ii) aux changements climatiques.

La faim : cause et résultat des conflits violents

Les conflits violents (souvent dus à des différends relatifs aux ressources naturelles) nuisent à la sécurité alimentaire et, lorsqu'ils se prolongent, fragilisent la résilience des systèmes alimentaires, même efficaces. En 2020, les conflits prolongés ont été le principal vecteur de six des dix crises alimentaires majeures actuelles : en République démocratique du Congo, au Yémen, en Afghanistan, en République arabe syrienne, au Nigeria et au Soudan du Sud. Dans ces six pays, ils ont provoqué une augmentation du nombre des personnes déplacées. Les personnes forcées de quitter leurs foyers ne peuvent plus cultiver leurs champs et perdent souvent tous leurs biens. Lors de déplacements, les populations d'accueil risquent elles aussi de souffrir d'insécurité alimentaire, en particulier si l'aide humanitaire est insuffisante ou inadaptée. Comme souvent en temps de crises, et aujourd'hui avec la pandémie mondiale, les services de sécurité sociale et les dispositifs sociaux sont insuffisants ou mal ciblés. Les populations perdent alors l'accès aux services publics tels que les transferts d'argent ou de nourriture, les services de santé ou autres couvertures sociales.

L'insécurité, les conflits et les systèmes alimentaires fragiles vont souvent de pair dans bon nombre de ces contextes. Les crises alimentaires sont des manifestations strictes des dysfonctionnements structurels des systèmes alimentaires au sein des pays, mais aussi entre eux. Ces crises sont aggravées par des dépenses publiques insuffisantes et souvent inefficaces, par les défaillances des marchés locaux et mondiaux et par les faiblesses des mécanismes de gouvernance des systèmes alimentaires à tous les niveaux. Les conflits et l'insécurité deviennent alors, dans bien des contextes, les causes autant que les conséquences de la fragilité des systèmes alimentaires.

Le changement climatique décuple les menaces sur la sécurité alimentaire.

Les chocs météorologiques sont l'une des principales causes des crises alimentaires graves, et le nombre de catastrophes provoquées par des phénomènes météorologiques extrêmes comme les vagues de chaleur, les sécheresses et les inondations a doublé depuis les années 1990. Ils frappent généralement les populations les plus pauvres du Sud en premier, et en particulier les petit·e·s exploitant·e·s et les éleveur·euse·s. Ces groupes sont également ceux qui souffrent le plus de l'augmentation des températures et du manque de précipitations en raison d'une dépendance à l'agriculture pluviale ou aux zones de pâturage et aux points d'eau pour leur bétail. L'Afrique est particulièrement menacée par le changement climatique. Les températures pourraient y augmenter plus rapidement et plus fortement que dans d'autres régions, ce qui se traduirait par des baisses drastiques des récoltes et des stocks de poissons et par l'expansion des zones arides. En outre, une étude internationale menée dans 19 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud a montré que des températures plus élevées contribuent à la malnutrition infantile autant, voire plus que les facteurs traditionnels que sont la pauvreté ou les infrastructures d'assainissement et d'éducation inadaptées ou insuffisantes.



Des mécanismes cloisonnés de gouvernance alimentaire avec une participation, une transparence et une redevabilité limitées

Les mécanismes actuels de gouvernance (alimentaire) ont tendance à être cloisonnés et offrent généralement une participation, une transparence et une redevabilité limitées en matière de prise de décision. Les interventions isolées risquent de traiter les symptômes, mais pas les causes profondes des problèmes.

Cohérence et coordination des politiques font défaut à l'échelle nationale et internationale, et la gouvernance alimentaire mondiale joue en défaveur des pays à faible revenu. Cela vaut aussi bien pour les pratiques faussant les échanges commerciaux que pour les problèmes des droits de propriété intellectuelle. La capacité des institutions multilatérales à trouver des solutions aux problèmes mondiaux s'est érodée au cours de la dernière décennie, car les dirigeants ont placé les intérêts nationaux au premier plan et réduit les ressources engagées ou la participation auprès de ces organismes internationaux. Le manque de redevabilité des gouvernements empêche d'établir et de mettre en œuvre des stratégies globales de transformation des systèmes alimentaires. Il s'agit notamment du respect et de la protection des droits humains, mais aussi des normes environnementales au sein des chaînes d'approvisionnement. Si l'on dénote certains progrès (par exemple, grâce à des lois sur les chaînes d'approvisionnement dans certains pays), les mécanismes de redevabilité contraignants restent insuffisants pour que le secteur privé soit obligé de prévenir toute violation des droits humains et toute dégradation de l'environnement.

Dans de nombreux pays, les services publics de base tels que la protection sociale et de la santé ne sont toujours pas reconnus comme des droits juridiques. Les gouvernements ne peuvent donc pas être tenus responsables de leurs prestations. Le financement des programmes d'alimentation et de nutrition par les gouvernements est souvent insuffisant, et la corruption nuit souvent à la planification et à la mise en œuvre des programmes de soutien. L'accapement des terres est endémique, en particulier lorsque la gouvernance en matière de droits fonciers est faible.

Une transformation nécessaire : vers des systèmes alimentaires équitables et inclusifs, durables et résilients

Les humains ont établi les règles régissant nos systèmes alimentaires (avec, par exemple, des mesures d'incitation et de dissuasion pour certains modes de production ou certaines préférences de consommation). Ces règles peuvent donc être modifiées de la même manière.

Seuls des systèmes alimentaires qui protègent et régénèrent les ressources naturelles plutôt que de les fragiliser permettront aux générations actuelles et futures de s'alimenter sainement. Les gouvernements doivent transformer les systèmes alimentaires pour l'intérêt public (à savoir leur capacité à fournir une alimentation saine et durable) afin qu'ils associent le bien-être des populations au bien-être de la planète. **Cette transition doit être centrée sur la concrétisation du droit humain à une alimentation adéquate et sur la prise de conscience que santé humaine et santé de la planète sont interdépendantes.**

Le développement des zones rurales et de l'agriculture à petite échelle (qui sont la colonne vertébrale de la production alimentaire dans le Sud) doit compter parmi les priorités politiques majeures des gouvernements et obtenir des investissements gouvernementaux beaucoup plus conséquents. Un accès sécurisé aux terres et aux autres ressources productives permet aux petit-e-s exploitant-e-s de générer des revenus beaucoup plus réguliers. L'amélioration des conditions du travail agricole et la création d'emplois décents au sein de l'économie alimentaire locale et régionale permettent de garantir des moyens d'existence aux jeunes des zones rurales, et donc de la valeur pour les communautés locales. Les systèmes alimentaires des petit-e-s exploitant-e-s peuvent et doivent profiter aux populations urbaines, lesquelles vont toujours croissant. Augmenter les investissements publics en matière de sécurité sociale et de réduction de la pauvreté, mais aussi protéger les ménages grâce à des programmes juridiques de protection sociale de base doivent permettre d'améliorer la résilience des groupes vulnérables aux chocs externes et donc d'éviter les crises alimentaires (grâce à ces nouvelles sources de revenus et à l'accès à des aliments nutritifs).

Pour s'assurer que les politiques et les programmes alimentaires profitent aux groupes qui souffrent d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ces derniers doivent être impliqués dans la prise de décision aux niveaux local, national et mondial. Lorsque ces groupes obtiennent l'accès aux informations et aux mécanismes pertinents, ils peuvent tenir les autorités redevables de l'élaboration de politiques alimentaires qui respectent et protègent leur droit à l'alimentation. Tou-te-s les consommateur-ice-s doivent disposer d'informations complètes sur les régimes alimentaires sains et sur la production d'aliments : ils-elles sont alors plus susceptibles de privilégier et d'acheter des aliments sains issus d'une production durable.

Les exemples suivants illustrent la mise en œuvre de ces objectifs dans une approche globale des systèmes alimentaires.

Inde : BhoomiKa, des aliments « verts, propres et équitables »

La plate-forme de commercialisation BhoomiKa (« reliée à la terre ») a été fondée en 2017 par Welthungerhilfe et ses partenaires, en Inde, pour offrir à une population urbaine croissante les moyens de se procurer des aliments biologiques auprès des petit-e-s exploitant-e-s agricoles de la région. La salubrité des aliments est un problème majeur en Inde, car ils sont fréquemment contaminés par des pesticides. D'ordinaire, les intermédiaires des marchés alimentaires encaissent la majeure partie des bénéfices. Avec BhoomiKa, les produits cultivés sont vendus directement par l'intermédiaire de start-ups aux consommateur-riche-s des grandes villes. Les producteur-riche-s agricoles gagnent ainsi des revenus beaucoup plus élevés. D'où le slogan de BhoomiKa pour ses aliments : « verts, propres et équitables ».

Pour rendre plus résilients ces nouveaux systèmes alimentaires régionaux et locaux, différentes mesures soutiennent les participant-e-s.

- Les petit-e-s exploitant-e-s reçoivent une formation aux méthodes de production agroécologiques. En outre, ils-elles sont formé-e-s à se certifier mutuellement dans le cadre d'un « système participatif de garantie (SPG) ». Le principal avantage, c'est que les familles de petit-e-s exploitant-e-s ont accès à des aliments de meilleure qualité et peuvent donc mieux se nourrir.
- Les entrepreneur-euse-s du secteur alimentaire reçoivent des formations en marketing dans les domaines de la salubrité des aliments, de l'emballage écologique et de la commercialisation des produits. Il s'agit généralement de start-ups indépendantes qui sont en lien avec les agriculteur-riche-s et des réseaux plus vastes, ainsi qu'avec les marchés de vente.
- Au niveau des consommateur-riche-s, les familles des zones urbaines ont ainsi accès à des aliments biologiques salubres.

Après une phase pilote réussie, BhoomiKa peut maintenant se targuer de travailler avec 7 000 agriculteur-riche-s. Les femmes sont encouragées à devenir membres du conseil d'administration des groupes de producteur-riche-s. Un réseau de 50 entrepreneur-euse-s a été créé, dont la moitié sont des femmes. De nouvelles chaînes de valeur ont été développées pour 15 produits agricoles biologiques vendus à 800 000 consommateur-riche-s. BhoomiKa a déjà convaincu plusieurs États indiens d'adopter des options plus saines pour les repas scolaires.





Pérou : Qali Warma, des repas scolaires locaux, frais et sains

Les programmes d'alimentation scolaire comptent parmi les mesures les plus efficaces pour garantir une alimentation suffisante, diversifiée et nutritive aux enfants des groupes vulnérables et lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le monde.² La pandémie de COVID-19 a permis de mettre en lumière cette évidence. En effet, les programmes ont été mis à l'arrêt dans de nombreux pays en raison de la fermeture des écoles, et des millions d'enfants se sont retrouvés privés de leur repas nutritif quotidien.³

Au Pérou, le programme national d'alimentation scolaire Qali Warma vise à fournir un service alimentaire de qualité aux enfants des établissements d'enseignement publics jusqu'à l'âge de 13 ans. Qali Warma (qui signifie « enfant vigoureux » en quechua) contribue à améliorer la concentration des enfants en classe, mais aussi leur assiduité et leur maintien à long terme dans le système scolaire. Le programme a cependant été critiqué, car les procédures de passation de marchés publics favorisaient les multinationales agroalimentaires privilégiant les produits ultra-transformés, au détriment des petit-e-s exploitant-e-s agricoles locaux-les et de leurs produits frais, donc des marchés locaux.⁴

À Huánuco, Welthungerhilfe fait la promotion d'une **agriculture familiale à petite échelle, diversifiée et durable** depuis plus de 15 ans (en particulier avec l'agroécologie). Il s'agit notamment d'améliorer l'approvisionnement alimentaire à partir des ressources locales grâce à son partenaire local IDMA⁵. Huánuco est l'une des régions où le nombre d'enfants souffrant de malnutrition et d'anémie est le plus élevé du pays. Avec le soutien du récent projet de Welthungerhilfe sur les systèmes alimentaires durables, IDMA a travaillé directement, en collaboration avec les autorités locales et la société civile, avec des producteur-riche-s agroécologiques certifié-e-s dans le cadre du système participatif de garantie (SPG) pour introduire progressivement des **produits alimentaires frais** dans le programme d'alimentation scolaire de Huánuco, qui bénéficie à environ 150 000 enfants. L'État se fournit directement auprès des producteur-riche-s de l'un des districts de Huánuco.

Grâce au travail inlassable d'organisations telles que IDMA, une nouvelle loi sur les achats par l'État de denrées alimentaires auprès des familles d'agriculteur-riche-s a été adoptée au Pérou en novembre 2020. La loi stipule que les entités publiques doivent acheter au minimum 30 % des produits alimentaires auprès de familles d'agriculteur-riche-s, et ainsi améliorer leurs conditions de vie et contribuer à une alimentation plus saine.

2 Selon la FAO, ces programmes ont bénéficié à 85 millions d'enfants en Amérique latine et dans les Caraïbes (chiffres antérieurs à la pandémie de COVID-19). Pour environ 10 millions d'entre eux, il s'agit là d'une des sources quotidiennes de nourriture les plus fiables. FAO, mars 2020.

3 Pendant la pandémie de COVID-19, 9 millions d'enfants ont perdu le bénéfice des programmes d'alimentation du PAM. FAO, mars 2020.

4 Au Pérou, la société Gloria contrôle 71,7 % du marché du lait. Si elle propose aussi d'autres produits, l'industrie laitière reste son activité majeure, avec notamment son lait concentré non sucré qui a généré 57,4 % de ses revenus en 2017. Les achats par l'État sont compris dans ce chiffre. 80 % du lait de Qali Warma vient de Gloria. Gloria est également le principal producteur de sucre (par l'intermédiaire de la société Coazucar), avec des ventes à hauteur de 390 millions de dollars américains en 2018. L'entreprise a par ailleurs des investissements dans les secteurs alimentaires de six pays de la région. Voir l'article « La Poderosa Industria que sirve la mesa en Peru » du magazine de recherche Ojo Publico, 2019 (en espagnol). Disponible à l'adresse : <https://ojo-publico.com/1474/la-poderosa-industria-que-sirve-la-mesa-en-peru>.

5 Instituto de Desarrollo y Media Ambiente, www.idmaperu.org.

Zimbabwe : mise en place d'un système de marchés pour améliorer le système alimentaire local

Welthungerhilfe a permis aux agriculteur-rice-s locaux-les de gagner en autonomie et d'améliorer leur situation au sein du système alimentaire local. Il y a moins de 15 ans, ils étaient encore dépendants des approvisionnements alimentaires (aide alimentaire). Depuis, les petit-e-s exploitant-e-s ont formé des associations d'agriculteur-rice-s et des coopératives d'épargne et de crédit. Mais ils sont souvent restés à la merci des intermédiaires qui achètent leurs produits à bas prix et leur vendent les intrants agricoles au prix fort. En 2018, sous la direction conjointe de l'association des agriculteur-rice-s, du gouvernement local et de Welthungerhilfe, l'entreprise sociale à responsabilité limitée ABC (pour Agricultural Business Centre) a été créée afin de regrouper les activités commerciales des petit-e-s exploitant-e-s agricoles. Son objectif est de s'attaquer aux défis auxquels les petit-e-s exploitant-e-s agricoles sont confrontés, par exemple les difficultés de transport des produits et intrants agricoles (semences, etc.), pour qu'ils puissent atteindre plus facilement les centres de collecte où vendre leurs récoltes et acheter des intrants. Le modèle économique repose sur la mise en relation des petit-e-s exploitant-e-s agricoles avec leurs partenaires commerciaux, en amont comme en aval. Grâce à l'agriculture contractuelle basée sur le recouvrement des coûts, ABC améliore les moyens de production et les débouchés commerciaux.

Welthungerhilfe a réalisé récemment une analyse complète du système alimentaire complexe du district de Gokwe South. L'étude a révélé que le transport des biens agricoles (intrants et extrants) représente en effet l'un des plus grands défis pour les agriculteur-rice-s. Autrefois, les entreprises familiales agricoles ne pouvaient pas être rentables, car elles n'avaient pas les moyens de commercialiser leurs produits elles-mêmes. Elles étaient dépendantes des tiers (intermédiaires). L'association d'agriculteur-rice-s locaux-les est un actionnaire direct d'ABC. Les producteur-rice-s sont donc impliqué-e-s dans l'identification et la conception adaptée des services (comme les transports) qui leur sont proposés.

Avec le conseil régional de district, ABC aide à relever les défis administratifs, surtout pour les jeunes entrepreneur-euse-s. Ils discutent, par exemple, de la manière dont les cadres (juridiques) doivent être adaptés pour que la création d'entreprise soit plus attractive pour les petit-e-s exploitant-e-s agricoles. L'objectif est de leur permettre de vendre sur les marchés voisins, et donc de stimuler la production dans son ensemble. Grâce aux programmes de renforcement des capacités d'ABC, le conseil régional de district a pu améliorer les services qui profitent à l'économie locale, notamment en facilitant l'accès des jeunes à la terre. Le système de marché a donc pu être renforcé, contribuant ainsi au fonctionnement du système alimentaire local. L'objectif est maintenant de faire connaître le district et ses produits à l'échelle nationale et de les ériger en modèle de transformation du système alimentaire local.





Qui doit agir ?

C'est aux gouvernements et aux unions continentales telles que l'Union européenne et l'Union africaine qu'il incombe de mettre en place des politiques et des cadres juridiques pour accomplir la transformation vers des systèmes alimentaires équitables, durables et résilients. D'autres acteurs tels que les bailleurs, le secteur privé et la société civile doivent soutenir ces procédures à travers leurs rôles respectifs.

Les gouvernements doivent respecter, protéger et remplir les obligations relatives aux normes internationales et aux cadres existants en matière de droits humains⁶, mais aussi promouvoir activement de nouveaux cadres si nécessaire. Ils doivent assurer la cohérence entre les politiques en matière d'agriculture, de commerce, de santé, de développement, d'environnement et de climat.



Revendications de Welthungerhilfe relatives aux systèmes alimentaires

Les mesures suivantes doivent être prises à différents niveaux (local, national, régional, continental et mondial) pour garantir la mise en place de systèmes alimentaires équitables et inclusifs, durables et résilients, et faire en sorte que les systèmes alimentaires fonctionnent pour assurer l'accès à des régimes alimentaires sains pour tou-te-s.

Promouvoir des systèmes alimentaires qui donnent la priorité aux personnes vulnérables

- Les gouvernements, le secteur privé et les bailleurs doivent **renforcer leur soutien aux systèmes alimentaires locaux et régionaux qui mettent l'accent sur les besoins des petit-e-s agriculteur-rice-s locaux-les et des consommateur-rice-s pauvres**. En créant des espaces de vente locaux et en favorisant le commerce régional pour les petit-e-s agriculteur-rice-s ruraux-les, comme les « marchés paysans ou fermiers », on permet aux producteur-rice-s de vendre leurs produits à un prix plus juste et aux consommateur-rice-s pauvres d'accéder plus facilement à des aliments sains et abordables. Les marchés locaux et le commerce régional non seulement contribuent à ajouter de la valeur à la nourriture produite par les communautés locales, mais aussi créent des emplois agricoles et non agricoles pour les **jeunes des zones rurales**. Les gouvernements et les bailleurs doivent soutenir les **PME et les organisations d'agriculteur-rice-s**, qui sont des acteurs clés et les agents du changement. Les marchés publics axés sur l'approvisionnement local et régional contribuent à ces objectifs multiples.
- Les gouvernements doivent garantir **des prix équitables pour les producteur-rice-s et des salaires minimums vitaux qui assurent des conditions de vie décentes aux travailleur-euse-s des systèmes alimentaires à tous les niveaux**. Les prix des aliments doivent également refléter les coûts sociaux et environnementaux de la production, de la distribution, de la vente au détail et de la consommation, et ne doivent pas dissuader les plus pauvres d'acheter des aliments sains. Les gouvernements doivent utiliser des instruments tels que la vérification du respect des normes internationales en matière de droits humains, les taxes sur les entreprises qui polluent l'environnement, l'utilisation de subventions permettant d'**encourager une production et une consommation durables et responsables**.
- Les gouvernements, les bailleurs et le secteur privé doivent aider **les petit-e-s exploitant-e-s agricoles** à devenir des producteur-rice-s économiquement et écologiquement **durables et diversifié-e-s**, et sécuriser leur accès aux terres, à l'eau et aux semences, aux informations, aux intrants agricoles, aux financements, aux services de vulgarisation agricole, au transport et aux marchés. Ils doivent également soutenir le renforcement organisationnel des petit-e-s exploitant-e-s.
- Les gouvernements, les bailleurs et les acteurs du secteur privé doivent prendre acte des contraintes spécifiques auxquelles sont confrontées **les femmes et les filles** comme de leur rôle dans les systèmes alimentaires, en particulier en milieu rural, et trouver des solutions. Les gouvernements doivent s'assurer de la participation de ces dernières aux prises de décisions politiques et s'assurer que leurs droits sont garantis et protégés en matière de propriété foncière et d'accès aux connaissances, aux intrants, aux financements, à un travail digne, aux ressources naturelles et aux marchés.

6 Il s'agit notamment des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, de l'accord de Paris sur les changements climatiques, des directives volontaires des Nations Unies sur le droit à une alimentation adéquate, ainsi que des directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers (VGGT), de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) et de la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP), des conventions de l'OIT.

Soutenir les systèmes alimentaires qui régèrent les ressources naturelles essentielles

- Les gouvernements, les bailleurs, le secteur privé et la société civile doivent organiser la **transformation vers des stratégies agricoles durables spécifiques au site**, comme les systèmes agricoles améliorés et intégrés, l'agroécologie, l'agriculture adaptable au climat et les perspectives paysagères. Ces stratégies ont des effets positifs sur la biodiversité et sur les écosystèmes, et elles sont adaptées au contexte socioculturel.
- Les gouvernements doivent réorienter les investissements publics, notamment les subventions agricoles, de manière à **promouvoir des systèmes agricoles diversifiés** qui permettent d'atténuer le changement climatique et de régénérer autant que de préserver la base des ressources naturelles.
- Les gouvernements doivent **renforcer la mise en œuvre des économies alimentaires circulaires** qui reposent sur la réutilisation continue des matériaux et des produits et sur l'élimination des déchets. Les systèmes alimentaires urbains et périurbains doivent être intégrés aux transformations et aux innovations globales du système alimentaire.
- La **recherche et l'éducation** dans le domaine de l'agriculture et de la transformation des aliments doivent être renforcées. La recherche et l'innovation dans le domaine de l'agriculture durable nécessitent davantage d'investissements publics. Des **innovations** technologiques (numériques), sociales et politiques doivent être développées avec les communautés locales dans le respect de leurs systèmes de connaissances traditionnelles.

Renforcer la résilience de nos systèmes alimentaires

- Les gouvernements, les bailleurs, le secteur privé et la société civile doivent soutenir **la résilience et l'adaptation climatique** au sein des communautés vulnérables comme les petit-e-s agriculteur-ric-e-s dans le Sud, en tenant compte des besoins locaux et des connaissances autochtones et traditionnelles.
- Les gouvernements, les bailleurs et le secteur privé doivent augmenter **les investissements dans la prévention des catastrophes** et notamment des catastrophes naturelles, en particulier dans les régions vulnérables sujettes aux phénomènes météorologiques extrêmes. Ils doivent par ailleurs permettre aux communautés de gérer et d'atténuer les catastrophes.
- Les gouvernements doivent renforcer leur soutien aux systèmes agricoles durables qui améliorent la résilience climatique par la **promotion de la biodiversité, de la santé des sols et de la cocréation des connaissances** et des traditions. Ces systèmes contribuent également à rendre les intrants plus rentables, à réduire la dépendance des agriculteur-ric-e-s à l'égard des intrants externes et à soutenir la production d'aliments locaux, sûrs et riches en nutriments.
- Le système des Nations Unies, les gouvernements et les bailleurs doivent intensifier les efforts et le soutien en faveur **de la prévention et du règlement des conflits violents** et contribuer, avec l'aide humanitaire, à améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des communautés vulnérables à long terme.
- Les gouvernements et les bailleurs doivent renforcer et **soutenir des systèmes de protection sociale inclusifs et légalement établis** qui renforcent la résilience des groupes vulnérables. Les gouvernements doivent promouvoir les achats de nourriture issue de la production agricole locale et écologiquement durable pour la fourniture des repas scolaires.



Placer les droits humains, la justice et l'État de droit au centre de la gouvernance des systèmes alimentaires

- Les gouvernements doivent mettre en place et appliquer des cadres juridiques qui garantissent que les entreprises privées respectent les droits humains et appliquent des mesures de vérifications préalables en matière d'environnement dans toutes leurs chaînes de valeur. Ils doivent également promouvoir la certification durable de la production agricole, avec la norme sur la sécurité alimentaire (FSS) notamment, qui contribue à accomplir le droit à l'alimentation des agriculteur·rice·s, des travailleur·euse·s et des communautés avoisinantes.
- Les gouvernements doivent intensifier leur engagement envers les systèmes multilatéraux de gouvernance alimentaire existants qui s'appuient sur les droits humains, mais aussi envers les organismes de producteur·rice·s alimentaires tels que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)⁷. Les gouvernements doivent promouvoir le CSA pour qu'il puisse mener à bien sa mission, et ils doivent considérer que ses recommandations politiques donnent des informations claires sur les mesures politiques à prendre dans leurs pays respectifs.
- Les gouvernements doivent promouvoir des plateformes multi-acteurs plus inclusives aux niveaux local et national, en tenant compte des déséquilibres de pouvoir existants et de la nécessité de faire entendre la voix des groupes vulnérables comme d'assurer leur participation au système. Les organismes de gouvernance alimentaire inclusifs tels que les organes consultatifs en matière de politique alimentaire doivent être plus soutenus.
- Les gouvernements doivent continuer à promouvoir un environnement favorable qui comprenne des espaces civiques libres et démocratiques permettant aux acteurs de la société civile de façonner les processus décisionnels et de responsabiliser les parties concernées. Cela comprend également les institutions de surveillance chargées de faire le suivi et de rédiger des rapports sur le droit à une alimentation adéquate, les pistes de réformes juridiques inclusives et participatives, le développement des capacités, les garanties contre les violations des droits et enfin les institutions politiques, économiques et sociales inclusives et efficaces.



Et ensuite ?

Welthungerhilfe s'est engagée à accomplir l'objectif Zéro Faim et à réduire la malnutrition sous toutes ses formes. L'unique solution, selon elle, consiste à s'attaquer au système dans son intégralité. Welthungerhilfe a donc placé la transformation des systèmes alimentaires au cœur de sa stratégie actuelle en vue de les rendre plus équitables, plus inclusifs, plus durables et plus résilients. Cette transformation doit se produire de l'échelon local à l'échelon mondial, être adaptée à différents contextes et centrée sur les droits humains.

Une approche relative aux systèmes alimentaires tient compte des interactions entre les systèmes de production, les démarcations planétaires, les conditions socio-économiques et la gouvernance, ainsi que les interactions des acteurs impliqués et les relations de pouvoir sous-jacentes. Il faudra certes trouver des compromis entre les différentes priorités majeures que sont la réduction inclusive de la pauvreté, l'augmentation de la productivité agricole, l'amélioration de la nutrition et la durabilité environnementale. Mais des possibilités apparaîtront d'accomplir simultanément plusieurs objectifs. Atteindre des résultats nutritionnels durables pour les groupes les plus vulnérables (et notamment les femmes enceintes et allaitantes ou les enfants de moins de cinq ans) demeure au centre de notre travail sur les systèmes alimentaires. Pour perfectionner son approche des systèmes alimentaires, Welthungerhilfe s'appuiera sur son engagement et sa longue expertise en matière d'agriculture et de nutrition ainsi que dans les domaines de WASH, de gestion des ressources naturelles, de développement économique et du renforcement des capacités de la société civile pour soutenir la transformation vers des systèmes alimentaires équitables, durables et résilients. Cela se fera en mettant en œuvre des initiatives pilotes qui adoptent une approche des systèmes alimentaires (voir les exemples de projets) et en préconisant la création des conditions-cadres nécessaires, par exemple des politiques nationales cohérentes qui exigent de nouvelles alliances stratégiques avec des organisations de la société civile axées sur la paix, la gouvernance, le commerce ou d'autres secteurs pertinents.

Les populations sont au centre du travail de Welthungerhilfe, et les besoins comme les droits des personnes les plus touchées par la faim et la pauvreté doivent être pris en compte pour garantir que les systèmes alimentaires profitent même aux communautés les plus vulnérables..

⁷ Créé en 1974 et réformé en 2009, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est la plate-forme internationale et intergouvernementale la plus inclusive du système des Nations Unies dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tou-te-s. À l'aide d'une approche multipartite et inclusive, le CSA élabore et approuve des recommandations et des orientations stratégiques sur un large éventail de sujets relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Bibliographie

FAO, WHO, 2019: Sustainable Healthy Diets, Guiding Principles.

HLPE, 2020: Food security and nutrition: building a global narrative towards 2030.

Parsons K., Hawkes C., Wells R., 2019: Brief 2. What is the food system? A Food policy perspective.
Dans : Rethinking Food Policy: A Fresh Approach to Policy and Practice. London: Centre for Food Policy.

Mendenhall E., Singer M.: The Global Syndemic of Obesity, Undernutrition, and Climate Change.
Dans: The Lancet, vol. 393, no. 10173, 2019, p. 741. Crossref, doi:10.1016/s0140-6736(19)30310-1.

Willett W., et al. "Food in the Anthropocene: The EAT–Lancet Commission on Healthy Diets from Sustainable Food Systems." Dans: The Lancet, vol. 393, no. 10170, 2019, pp. 447–92. Crossref, doi:10.1016/s0140-6736(18)31788-4.

The Global Syndemic of Obesity, Undernutrition, and Climate Change, Lancet Commission, 2019.
Disponible à l'adresse : [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)32822-8/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)32822-8/fulltext).

FAO, 2017: The future of food and agriculture – Trends and challenges. Rome.

FSIN, 2021 : Global Report on Food Crises.

University of Vermont. Climate change is hurting children's diets, global study finds: Rising temperatures contribute to child malnutrition and reduced diet quality." Dans: ScienceDaily, 14 January 2021.
Disponible à l'adresse : www.sciencedaily.com/releases/2021/01/210114085436.htm.

UNFSS 2021: Food Systems Summit Compendium.
Disponible à l'adresse : <https://foodsystems.community/food-systems-summit-compendium/>

University of Vermont. Climate change is hurting children's diets, global study finds: Rising temperatures contribute to child malnutrition and reduced diet quality. Dans: ScienceDaily, 14 January 2021.
Disponible à l'adresse : www.sciencedaily.com/releases/2021/01/210114085436.htm.

Mentions légales

Publié par :

Deutsche Welthungerhilfe e. V.
Friedrich-Ebert-Straße 1
53 173 Bonn, Allemagne
Allemagne
Tél. +49 (0) 228 2288-0
Fax +49 (0)228 2288-333
info@welthungerhilfe.de
www.welthungerhilfe.de
Membre d'Alliance2015

Responsable de la publication :

Asja Hanano, unité Politiques et relations extérieures ; Arno Bratz, unité Stratégies, savoirs et apprentissages sectoriels

Auteur·e·s :

Andrea Sonntag, Lisa Maria Klaus, Nathalie Demel, Navya Nadimpalli et Susanna Daag

Nous tenons à remercier tou·te·s les collègues et les expert·e·s externes qui ont contribué aux consultations et à la publication de ce guide d'orientation.

Rédactrice en chef :

Silvia Richter

Conception graphique :

Anja Weingarten

Photo de couverture :

Éthiopie, Henrik Wiards

Parution :

Juin 2022

WELTHUNGERHILFE, IBAN DE15 3705 0198 0000 0011 15, BIC COLSDE33

Deutsche Welthungerhilfe e. V., Friedrich-Ebert-Straße 1, 53173 Bonn, Allemagne, Tél. +49 (0) 228 2288-0, Fax. +49 (0)228 2288-333, www.welthungerhilfe.de